

Un indigénisme sans indiens¹ ?

L'Institut indigéniste interaméricain au prisme des organisations internationales

Dans les années 1940-1950, l'indigénisme² joue un rôle considérable dans la définition, par les organisations internationales, de politiques spécifiquement destinées aux populations autochtones. L'Amérique latine devient un modèle, notamment autour de la notion, mise en avant par l'indigénisme, d'« intégration », mélange de citoyenneté politique, de transformation culturelle et de développement socio-économique. Luis Rodríguez-Piñero analyse la rencontre de l'Organisation internationale du travail (OIT, ou ILO en anglais) et de l'Institut indigéniste interaméricain (III). Il met en lumière le passage de la catégorie de « native labour », construite dans le cadre de la législation coloniale européenne, à celle d'« indigenous », en référence aux groupes autochtones vivant dans les pays indépendants, en Amérique. « La politique de l'OIT concernant les populations indiennes des Amériques et, par extension, l'émergence du cadre international sur les peuples autochtones ne sont compréhensibles qu'à la lumière du mouvement indigéniste latino-américain, dont les théories, les valeurs et les hypothèses constituaient des références fondamentales de l'activité de l'organi-

* Urmis, IRD, Université Côte d'Azur.

1. J'utilise le terme « indien » plutôt que « indigène » qui, dans le contexte français, renvoie également à une catégorie coloniale, ou « autochtone » qui prend sens dans le cadre de mobilisations globalisées plus contemporaines.
2. Je reprendrai la définition d'Henri Favre [1996, p. 4], selon laquelle l'indigénisme vise à répondre à deux questions principales : « Par quel moyen résorber l'altérité indienne dans la trame de la nationalité ? Mais aussi, de quelle façon asseoir l'identité nationale sur la base de l'indianité ? »

sation dans ce domaine³ » [Rodríguez-Piñero, 2005, p. 54]. La Convention 107 de 1957 de l'OIT, première norme internationale en matière de droits autochtones, qui marque la consécration du paradigme intégrationniste, apparaît comme l'aboutissement de cette influence de l'indigénisme [Rodríguez-Piñero, 2004, p. 59]. De son côté, Todd Shepard montre que l'indigénisme mexicain a fortement orienté les experts de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) dans leurs objectifs de lutte contre le préjugé racial et d'amélioration des relations entre groupes ethniques. « Le Mexique est un cas à part. Dans ses premières années, l'Unesco a adopté les précédents mexicains dans la réalisation de ses trois priorités : l'éducation de base, l'assistance technique et la lutte contre le racisme. Aucun autre pays n'a suscité un tel intérêt⁴ » [Shepard, 2011, p. 282]. Le « modèle intégrationniste » mexicain, porté par l'indigénisme, a ainsi directement orienté les réflexions et programmes de l'Unesco.

Cet article vise à analyser le rôle central joué par l'indigénisme, et en particulier l'III, au cours des années 1940-1950, dans la réflexion et les programmes d'action des organes des Nations unies, dans l'émergence d'une « question indienne » dans les politiques publiques internationales, dans la reconnaissance de l'« autre » comme objet d'institutions spécifiques. Alors que Luis Rodríguez-Piñero et Todd Shepard ont mis en lumière la continuité entre l'III, l'OIT et l'Unesco, notamment autour du concept d'intégration, j'insisterai davantage sur les malentendus, décalages, réinterprétations entre ces trois institutions. Je montrerai que l'indigénisme, tel qu'il est mobilisé dans les organisations internationales, ne correspond pas à l'indigénisme de l'III, porté par ses deux principaux responsables, Manuel Gamio⁵ et Juan Comas⁶. De fait, l'internationalisation de l'indigénisme semble signifier l'abandon de ses deux catégories d'acteur, l'« indien » et

3. The ILO's policy concerning the indigenous populations in the Americas and, by extension, the emergence of the international regime on indigenous peoples, is only understandable in the light of the Latin American Indigenist movement, whose theories, values, and assumptions constituted unavoidable references for the organization's activity in this realm.

4. Mexico stood apart. In its first years, Unesco embraced Mexican precedents in pursuit of its three priorities: basic education, technical assistance, and the fight against racism. No other country received triple billing.

5. Considéré comme le « père fondateur » de l'anthropologie mexicaine, Manuel Gamio fut étudiant de Franz Boas à l'université de Columbia. Ses travaux sur la population de la vallée de Teotihuacan marquent profondément l'orientation de l'anthropologie mexicaine (appréhension culturelle des populations indiennes, valorisation du métissage, anthropologie au service de la construction de la nation).

6. D'origine catalane, Juan Comas a soutenu un doctorat en anthropologie physique à l'université de Genève (sous la direction d'Eugène Pittard). Arrivé en 1940 au Mexique, il a travaillé au sein de plusieurs institutions universitaires et de recherche mexicaines. Si ses principaux écrits portent sur l'anthropologie physique, il a également pris position, au niveau national et international, pour dénoncer scientifiquement le racisme, et a contribué à l'écriture de l'histoire de l'indigénisme.



l'«anthropologue», désormais remplacés par le «sous-développé» et l'«expert de l'assistance technique».

L'indigénisme, dans sa dimension institutionnelle et internationale, prend forme avec le Premier Congrès indigéniste interaméricain, tenu dans le village de Patzcuaro, dans l'État de Michoacán⁷, au Mexique, en avril 1940⁸. La Convention internationale adoptée à Patzcuaro ouvre la voie à la mise en place de politiques spécifiquement destinées aux populations indiennes par les États américains signataires. Elle crée l'III, qui naît officiellement en mars 1942, prévoit l'organisation régulière d'un Congrès indigéniste international et la création d'instituts indigénistes nationaux. Les actes du Congrès de Patzcuaro transmettent 72 recommandations aux gouvernements nationaux pour alimenter la mise en place de politiques indigénistes. L'III, pièce centrale de ce dispositif, a essentiellement pour vocation d'initier, de coordonner, de diffuser des recherches sur les populations indiennes, de rassembler les législations les concernant, de coopérer avec les institutions indigénistes nationales et d'administrer les fonds publics destinés aux populations indiennes [*Actas finales*, 1959]. L'III publie deux revues : *América indígena*, centrée sur des articles de réflexion sur la situation des indiens en Amérique, les politiques adoptées, les notions clés de l'indigénisme ; *Boletín indigenista*, qui diffuse des informations sur les activités de l'III, des instituts indigénistes nationaux et des politiques indigénistes pays par pays. Manuel Gamio sera le directeur général de l'III jusqu'à sa mort en 1960, Juan Comas son secrétaire général jusqu'en 1955.

Je me centrerai plus particulièrement dans cet article sur le Mexique, siège de l'III et pays ayant fortement contribué (tant théoriquement que politiquement) à l'indigénisme latino-américain. Le Mexique est, de plus, particulièrement présent sur la scène internationale dans les années 1940-1950, époque durant laquelle les pays latino-américains constituent la majorité des États indépendants non occidentaux. De fait, la deuxième conférence générale de l'Unesco a lieu dans la ville de Mexico, du 6 novembre au 3 décembre 1947. Manuel Gamio et Juan Comas y participent en tant que membres du Conseil consultatif de la délégation mexicaine au titre de l'III [*Boletín indigenista*, 1947, p. 300]. Quelques mois plus tard, en 1948, Jaime Torres Bodet, intellectuel et homme politique mexicain, devient le deuxième directeur général de l'Unesco et le restera jusqu'en 1952. Pedro Bosch Gimpera, anthropologue et archéologue mexicain, occupe le poste de directeur de la Division de philosophie et sciences humaines de l'Unesco de 1948 à 1952. Juan Comas est sollicité à plusieurs reprises comme expert de l'Unesco et de l'OIT, et publie un grand nombre d'ouvrages et d'articles avec l'Unesco. L'Organisation

7. Le Mexique est un État fédéral aujourd'hui composé de 32 États fédérés.

8. Il existe de très nombreuses recherches sur l'indigénisme, voir notamment : Comas, 1953 ; Brading, 1988 ; Favre, 1996 ; de la Peña, 2005 ; Giraudo & Martín-Sánchez, 2011 ; Giraudo & Lewis, 2012.

des États américains (OEA), enfin, soutient l'III dès sa naissance et appuiera de nombreux projets portés par celui-ci. Le Mexique joue donc un rôle central, au tournant des années 1940-1950, dans la reconnaissance de la « question indienne » et dans la définition des orientations des agences internationales. En ce sens, il nous permet aussi de nuancer une vision ethno-centrée qui fait de l'Europe et des États-Unis les seuls acteurs de cette internationalisation⁹.

Ce texte s'inscrit dans les réflexions contemporaines sur les *policy transfer studies* [Delpuech, 2009], notamment sur les mécanismes de diffusion internationale, et sur le rôle des différents acteurs en jeu (médiation, réception, etc.). Néanmoins, au-delà des logiques d'homogénéisation ou de convergence des catégories, des institutions, des politiques, j'insisterai au contraire sur les incompréhensions, les malentendus, les transformations qui accompagnent l'internationalisation de l'indigénisme. De fait, en étudiant les échanges entre l'III, l'Unesco et l'OIT, mon objectif est de mieux comprendre les orientations des politiques différentialistes qui sont inventées à l'époque¹⁰. En insistant sur les malentendus et décalages, je m'intéresse à la fois à l'apport de l'indigénisme aux dispositifs de reconnaissance de la différence qui se mettent en place au niveau international au lendemain de la deuxième guerre mondiale, mais aussi à la distanciation progressive entre indigénisme et organisations internationales.

Cet article porte sur trois cas : le projet, soutenu par l'Unesco, de la vallée de Mezquital, région située dans l'État d'Hidalgo, au centre du pays, à forte présence de population indienne otomi ; le Programme indien andin coordonné par l'OIT, mis en place par plusieurs agences internationales dans six pays d'Amérique latine ; enfin le centre, également appuyé par l'Unesco, baptisé Crefal (*Centro regional de educación fundamental para el desarrollo de la comunidad en la América Latina*), basé dans le village de Patzcuaro.

9. Voir également les travaux de Sebastián Gil-Riaño [2014] et de Marcos Chor Maio [2007] pour le Brésil – et son modèle de « démocratie raciale » – qui confirment l'apport (en termes de personnes et d'idées) de l'Amérique latine aux politiques des agences des Nations unies à la fin des années 1940 et au début des années 1950.

10. Je m'appuie principalement sur trois sources. La première est constituée des publications et archives de l'Unesco, à Paris, entre 1947 et 1953, notamment les comptes rendus des conférences annuelles et les dossiers : *Instituto indigenista interamericano*, 572.9 A01 III ; Misiones culturales 375 (72) A 63 MCM ; Nayarit, 375 (72) A 63 EPN ; J. Torres Bodet X07.83. La seconde rassemble les publications de l'III et les informations sur les programmes soutenus par l'Unesco (vallée de Mezquital, Crefal) dans les fonds documentaires de la *Biblioteca nacional de antropología e historia* et de la *Biblioteca Juan Rulfo de la Comisión nacional para el desarrollo de los pueblos indígenas* (héritière de l'Institut national indigéniste). La troisième renvoie au fonds Juan Comas, à Alaior, en Espagne, constitué des archives personnelles de Juan Comas (diplômes, conférences, articles, correspondance, photographies), réunies après son décès par la mairie de son village d'origine. Dans les trois cas, je me suis avant tout appuyée sur les rapports, publications et échanges de correspondance. Il manque une source fondamentale : les archives de l'III, conservées par l'Université nationale autonome du Mexique (Unam), auxquelles je n'ai pas pu avoir accès.



Le projet de la vallée de Mezquital : l'indigénisme revu par l'Unesco

Le projet de la vallée de Mezquital est évoqué dès 1942 dans un éditorial de la revue *Boletín indigenista* : il s'agit d'adopter des mesures « pour améliorer économiquement et culturellement » la situation d'un groupe indien, les Otomí, de la vallée de Mezquital, dans l'État d'Hidalgo. Ce projet revêt une « signification et une transcendance exceptionnelles » [éditorial, *Boletín indigenista*, 1942] et est évoqué à de très nombreuses reprises dans les publications de l'III. Il est présenté à l'Unesco par Manuel Gamio le 9 février 1949 sous le titre « Les besoins et aspirations indiennes et les moyens d'y répondre » (« Las necesidades y aspiraciones indígenas y los medios de satisfacerlas »)¹¹. Le projet est directement envoyé à Jaime Torres Bodet avec un message personnel de Gamio évoquant leurs discussions, à l'époque où le directeur général de l'Unesco est ministre de l'Éducation nationale et travaille sur l'alphabétisation des indiens du Mexique. Gamio demande alors à Torres Bodet « d'user de sa précieuse influence pour qu'une institution si puissante [l'Unesco] nous apporte son appui¹² », afin de soutenir un projet pilote intégral d'éducation des populations indiennes.

Le projet envoyé par Gamio vise à connaître les caractéristiques culturelles et mentales des populations indiennes, pour transformer leurs conditions de vie, en termes d'hygiène, d'alimentation, de santé, etc. Gamio demande à l'Unesco de prendre en charge des brochures (en langues indienne et espagnole), des radios et des projecteurs de cinéma afin de diffuser des messages pédagogiques, ainsi que des microscopes, pour faire comprendre aux indiens la présence de bactéries. Des pièces de théâtre, élaborées avec les populations indiennes, complètent le dispositif, mettant en scène des situations de la vie quotidienne, dans un croisement entre tradition et modernité. Sont demandés à l'Unesco 15 000 dollars, sur deux ans. L'extension possible du projet à d'autres pays d'Amérique latine est largement soulignée.

Les premières réactions de l'Unesco sont pour le moins défavorables. Elles émanent tout d'abord du Département d'éducation¹³. Clarence Edward Beeby,

11. Lettre de Manuel Gamio à Jaime Torres Bodet, 9 février 1949, Unesco, 572.9 A01 III. Ce texte est également diffusé, sous le même titre, dans *América indígena* [IX, 2, avril 1949]. Deux éditoriaux de la revue, en 1950 [X, 2, avril; X, 4, octobre], font état de la collaboration entre l'III et l'Unesco sur le projet de la vallée de Mezquital.

12. Interponer su valiosa influencia para que tan poderosa institución [la Unesco] nos preste su apoyo.

13. Au cours de la période étudiée, l'Unesco est structurée en six départements : éducation, sciences naturelles, sciences sociales, communication de masse, activités culturelles, assistance technique. Certains départements sont à leur tour organisés en divisions, notamment la Division de philosophie et sciences humaines (dirigée par Pedro Bosch Gimpera) au sein du Département des activités culturelles, la Division pour l'étude des questions de race (dirigée par Alfred Métraux) au sein du Département de sciences sociales, la Division d'éducation de base (*fundamental education*, en anglais) au sein du Département d'éducation.

sous-directeur général pour l'éducation, estime que ce projet n'entre pas dans le champ d'action de l'organisme et que Manuel Gamio n'est pas assez explicite sur ce qu'il veut faire¹⁴. F. J. Rex, représentant de l'Unesco pour les questions d'éducation, conteste la validité du diagnostic et de l'action de l'III¹⁵ : la situation « désespérée » des populations indiennes présentée par Gamio contredit, explique-t-il, les analyses de l'Unesco sur le Mexique ; la réputation de l'III pour améliorer les conditions des indiens n'est pas bonne ; ce projet ne s'inscrit pas dans les programmes du ministère de l'éducation mexicain, dont l'absence de lettre officielle est soulignée. Jaime Torres Bodet¹⁶ lui-même rappelle à Gamio la procédure officielle : un des pays membres de l'III devrait porter le projet lors de la prochaine Assemblée générale de l'Unesco, l'III n'étant pas considéré comme un acteur légitime dans la logique onusienne. Il renvoie le directeur de l'III au modèle de l'Institut international africain¹⁷, qui figure, lui, dans le programme d'activités de l'Unesco, et mène des « recherches sur les civilisations indiennes en vue de mettre en œuvre les objectifs de l'Unesco¹⁸ ». Ainsi, non seulement la trajectoire et le statut de l'III sont peu reconnus par les responsables de l'Unesco, mais son expérience de travail avec les « civilisations indigènes » semble mise en cause. Dans un brouillon de réponse de Torres Bodet à Gamio, le Département d'éducation suggère de ne pas soutenir le projet¹⁹. Il est conseillé à Gamio de s'inspirer des activités existantes de l'Unesco (diffusion de publications, projets pilotes, mise en réseau) ; la création d'un futur centre de formation en Amérique latine (qui deviendra le Crefal, *voir plus loin*), soumis à l'Assemblée générale de 1950, est privilégiée.

Néanmoins, la relation entre l'Unesco et l'III ne s'arrête pas sur ce constat d'échec. Deux mois plus tard, Pedro Bosch Gimpera, responsable de la Division philosophie et sciences humaines de l'Unesco, écrit à Juan Comas, secrétaire général de l'III. Bosch Gimpera « sauve » la collaboration entre les deux institutions en accueillant le projet de la vallée de Mezquital dans sa propre division, celle-ci dépendant du Département des activités culturelles, et en la faisant donc sortir du Département d'éducation. Les liens d'amitié entre Bosch Gimpera, Comas et Gamio, leurs relations professionnelles anciennes (tous les trois sont anthropologues au Mexique), leur trajectoire commune (catalans exilés pour les deux premiers) contribuent sans doute largement à donner une nouvelle vie au projet. Le 24 juin 1949, Pedro Bosch Gimpera s'inquiète en effet du « problème de

14. Lettre de C. E. Beeby au directeur général, 28 février 1949, Unesco, 572.9 A01 III.

15. Lettre de F. J. Rex au sous-directeur général, 7 mars 1949, Unesco, 572.9 A01 III.

16. Lettre de Jaime Torres Bodet à Manuel Gamio, 10 mars 1949, Unesco, 572.9 A01 III.

17. Probablement l'*International Institute of African Languages and Cultures*, créé en 1926 à Londres, et devenu l'*International African Institute*, en 1939, dont la vocation est de promouvoir l'éducation et la recherche sur les cultures et les langues africaines.

18. Investigaciones sobre las civilizaciones indígenas con miras de implantar los propósitos de la Unesco.

19. *Draft memorandum* de Cheng Chi-Pao au directeur général, 15 avril 1949, Unesco, 572.9 A01 III.



collaboration effective » entre l'III et l'Unesco, dont il souhaite s'entretenir avec Comas de façon non officielle en « profitant de [leur] amitié », « en toute liberté et franchise »²⁰.

En d'autres termes, l'acceptation du projet de la vallée de Mezquital par l'Unesco fut loin d'être évidente. Seuls l'intervention de Pedro Bosch Gimpera et ses liens personnels avec Manuel Gamio et Juan Comas ont permis d'associer l'Unesco aux activités de l'III. Les logiques internes à l'Unesco seront alors déterminantes dans la mise en œuvre de la collaboration entre les deux institutions. Pedro Bosch Gimpera demande ainsi à Juan Comas de veiller à inscrire le projet de la vallée de Mezquital dans plusieurs programmes de l'ONU afin d'obtenir un soutien financier²¹. Le projet doit servir « aux quatre fins suivantes : i) Résolution du Conseil économique et social (9^e session) sur les problèmes sociaux concernant les populations aborigènes et autres groupes sociaux sous-évolués du continent américain ; ii) Résolution de l'Assemblée des Nations unies sur l'enquête sur la situation culturelle dans le monde ; iii) Étude scientifique susceptible de servir de base à une action d'assistance technique ; iv) Histoire de la science et des civilisations ». Ces demandes permettent de signaler la faible légitimité d'un projet tenu de répondre à plusieurs programmes de l'ONU pour être accepté et la distorsion nécessairement induite par la diversité des attentes de l'ONU.

En outre, le projet de la vallée de Mezquital a été inscrit au sein du Département des activités culturelles, plus précisément au sein de la Division philosophie et sciences humaines. Or, dans sa volonté d'institutionnaliser davantage la collaboration entre l'III et l'Unesco, Pedro Bosch Gimpera²² tend à assimiler l'III à des activités strictement culturelles. Il propose une enquête sur « la mentalité indigène », relevant de l'étude de la culture et donc des sciences humaines, plus que des sciences sociales ou de l'éducation, et de leur département respectif. Et d'ajouter : « en conséquence, je me permets de vous suggérer que, pour éviter des confusions et pour obtenir une efficacité du travail, à l'avenir, chaque projet soit placé là où il appartient ». L'organisation interne à l'Unesco, notamment sa structuration en départements et divisions, la nécessaire adéquation aux activités déjà définies au sein de l'ONU, le rôle des relations interpersonnelles orientent la réception du projet de l'III sur Mezquital ainsi que le type de soutien accordé.

On peut se demander si cette distinction entre sciences humaines et sociales, entre culture et acculturation, répondant à la logique interne de l'Unesco, était fidèle aux principes du projet de la vallée de Mezquital en particulier et de l'III en général. Dans le projet présenté par Gamio à l'Unesco²³, le « retard » des Otomi

20. Lettre de Pedro Bosch Gimpera à Juan Comas, 24 juin 1949, Unesco, 572.9 A01 III.

21. Lettre de Jean Thomas à Pedro Bosch Gimpera, 26 août 1949, Unesco, 572.9 A01 III.

22. Lettres de Pedro Bosch Gimpera à Jean Thomas, 24 et 25 novembre 1949, Unesco, 572.9 A01 III.

23. Projet « Las necesidades y aspiraciones indígenas y los medios de satisfacerlas », Unesco, 572.9 A01 III. Voir également *América indígena*, X, 4, octobre 1950, éditorial, p. 281.

s'explique par les conditions historiques défavorables (époques préhispaniques et coloniales) dans lesquelles ils ont vécu. Il ne renvoie pas à une spécificité culturelle indienne mais à des conditions de vie misérables et passe par une stratégie «intégrale» touchant simultanément l'ensemble des conditions de vie (culture, mais aussi santé, économie, éducation, etc.). L'anthropologie, qui appréhende la culture dans sa dynamique historique (voir par exemple les travaux menés par Manuel Gamio sur Teotihuacán), bien loin de la conception autocentrée et réifiante véhiculée par les propos de Pedro Bosch Gimpera, a pour objectif final l'intégration politique des indiens à la nation. En définitive, si l'Unesco a bien «embrassé» [Shepard, 2011, p. 295] l'indigénisme mexicain, il l'a fait selon sa logique d'action, dans le cadre de ses propres programmes et, en conséquence, en adaptant et transformant les concepts de l'indigénisme, notamment celui d'intégration, réduit, dans le projet de la vallée de Mezquital version Unesco, à sa dimension culturelle, et déconnecté de sa portée politique²⁴.

L'OIT, le Programme indien andin et les limites de la coopération internationale

Les rencontres internationales, centrées sur la place des populations indiennes en Amérique, se succèdent au cours de la période charnière 1940-1950 : premier Congrès indigéniste interaméricain à Patzcuaro en 1940, troisième conférence régionale américaine sur le travail à Mexico en 1946, deuxième Congrès indigéniste à Cuzco en 1949, quatrième conférence régionale sur le travail à Montevideo en 1949, troisième Congrès indigéniste à La Paz en 1954 [Rodríguez-Piñero, 2005, p. 53-82 ; Giraudo & Martín-Sánchez, 2011]. Les unes sont organisées par l'OIT, les autres par l'III. À chaque fois, les acteurs circulent et se retrouvent d'une manifestation à l'autre, en particulier Juan Comas, secrétaire général de l'III, et David Efron, responsable des questions indiennes de l'OIT. Leur correspondance est régulière durant la décennie 1950, à la suite d'une première visite de Juan Comas à l'OIT à Genève en décembre 1949, concluant à une nécessaire collaboration entre les deux institutions²⁵. Elle rend compte de leur intense débat d'idées, de leur confiance réciproque (avis sur telle ou telle personne, critiques sur un projet), de leurs rencontres sur le continent américain ou en Europe. Juan Comas envoie à David Efron les comptes rendus des congrès indigénistes, les revues *América indígena* et *Boletín indigenista*, ainsi que ses propres articles. David Efron envoie à Juan Comas les rapports de l'OIT sur le travail indigène. De fait,

24. Dans sa synthèse sur les populations indiennes dans le monde, l'OIT attribue désormais le projet de la vallée de Mezquital à l'Unesco, en collaboration avec l'III, et évoque un objectif de «développement matériel et culturel» [ILO, 1953, p. 604].

25. Juan Comas, «Informe de viaje a Europa en diciembre 1949», 4 de enero 1950, *Archives Alaóir*, Fons Juan Comas Comps, Secció correspondència 3, 1942-1952.



les responsables de l'OIT ne manquent pas de rappeler que plusieurs rapports de l'OIT se sont directement appuyés sur les publications de l'III²⁶ ; inversement, on trouve plusieurs articles sur l'OIT dans *América indígena*.

Cette période (tournant des années 1940-1950) constitue l'apogée de l'institutionnalisation et de l'internationalisation de la « question indienne » en Amérique. Celle-ci est désormais officiellement reconnue par l'ensemble des États de la région ; l'OIT, l'III et les instituts indigénistes nationaux initient des actions spécifiques destinées aux populations indiennes ; pour Luis Rodríguez-Piñero [2004], une véritable « communauté épistémique » émerge, autour de quelques administrateurs, experts et anthropologues issus des organismes internationaux et de l'indigénisme interaméricain. La Convention 107 de l'OIT en 1957 signe l'aboutissement de l'influence de l'indigénisme sur les activités menées dans le cadre des Nations unies et met en place une série de droits (fonciers, au travail, à l'éducation, à la santé) réservés aux populations indiennes, dans une logique d'intégration nationale.

Pourtant, cette reconnaissance marque également le début du déclin de l'indigénisme international et son repli sur l'échelle nationale. Pour Luis Rodríguez-Piñero, cette période, et en particulier la conférence de Montevideo de 1949, symbolise le dépassement de l'ancrage américain des politiques de l'OIT en faveur des populations indiennes. L'organisation se tourne désormais vers une action à l'échelle mondiale, tout en ayant incorporé des pratiques et des représentations issues de l'indigénisme américain, notamment le rôle des anthropologues et le principe d'« intégration » des populations indiennes. « L'OIT elle-même est devenue une organisation internationale indigéniste²⁷ » [Rodríguez-Piñero, 2005, p. 82]. Or cette internationalisation de l'indigénisme ne signe-t-elle pas, paradoxalement, l'abandon des principes mêmes de l'indigénisme, soit l'attention portée aux populations indiennes appréhendées dans leur spécificité culturelle et historique par les anthropologues ? Quels sont les effets de cette logique d'universalisation de l'altérité et d'invention d'une catégorie d'« indien universel », opératoire sur la scène internationale [Verdeaux, 2006], mais aussi décontextualisée et désincarnée ? Comment l'indigénisme se transforme-t-il du fait de son appropriation par l'OIT, organisation chargée des problèmes économiques et sociaux mondiaux, au moment même où s'impose un nouveau cadre normatif international fondé sur le développement [Rist, 1996] ? Comment la « question indienne » devient-elle une « question de sous-développement », s'éloignant des enjeux de reconnaissance des différences culturelles propres à l'indigénisme ?

26. Lettre de David Efron à Juan Comas, 24 octobre 1950 ; lettre de R. Rao, sous-directeur de l'OIT, à Juan Comas, 8 novembre 1950. *Archivo Alaioir*, Fons Juan Comas Comps, Secció Correspondència 4, 1948-1954. Voir également le document *Indigenous Peoples*, premier rapport à vocation internationale sur les populations indiennes, dont une grande partie des sources proviennent des travaux de l'III et des instituts indigénistes nationaux [ILO, 1953].

27. The ILO itself became an international indigenist organization.

Le rapport *Indigenous Peoples* publié par l'OIT en 1953²⁸ est symptomatique de ces transformations, alors que l'OIT s'impose comme un acteur incontournable de la « question indienne » internationale : création d'une Commission d'experts sur le travail indigène (première session en janvier 1951, à La Paz), lancement du Programme indien andin en 1952, adoption de la convention 107 de 1957. Tout au long de sa première partie, sur la définition et les caractérisations de l'« indien », le rapport insiste sur la multiplicité des critères (linguistiques, culturels, auto-identification, etc.), l'insuffisance des données quantitatives, l'indispensable mise en contexte national [ILO, 1953, p. 3, 8, 15, 25, 28]. Néanmoins, la catégorie « indigenous » est simultanément mobilisée pour qualifier des populations localisées non plus seulement dans les Amériques, mais également en Inde, Birmanie, Indonésie, aux Philippines, en Nouvelle-Zélande, en Australie. Par la suite, le rapport s'intéresse tout particulièrement aux conditions de vie (nourriture, logement, santé, etc.) et à la place des travailleurs indiens dans l'économie (type d'emploi, système agraire, etc.), thématiques qui occupent les deuxième et troisième parties du texte, les plus volumineuses. De fait, il est rappelé que l'OIT a pour vocation d'appréhender les enjeux économiques et sociaux ; la question indienne est donc abordée dans cette logique : « le problème des travailleurs indiens ne doit pas être considéré comme un problème concernant un secteur de la population qui, pour des raisons économiques ou historiques, n'a pas encore été intégré à la vie sociale et économique de la communauté dans son ensemble. C'est-à-dire que lorsque l'expression "travailleur indien" est utilisée, l'accent est mis sur le deuxième terme et non sur le premier²⁹ » [ILO, 1953, p. 588]. L'OIT se centre donc sur les « travailleurs » bien plus que sur les « indiens ». Et s'appuie sur le recours à des « experts », nommés par les différentes agences internationales, dans le cadre des programmes de l'assistance technique. Bien loin de la figure symbolique de l'anthropologue indigéniste, ces experts « devraient être familiarisés avec les techniques anthropologiques et sociologiques afin de mieux comprendre les influences culturelles³⁰ » [ILO, 1953, p. 592].

Ce nouveau décalage entre l'III et les organisations internationales est illustré par le Programme indien andin (également appelé Mission andine), principal programme international sur les populations indiennes en Amérique dans les années 1950. Initié en 1952, le Programme indien andin, porté principalement par l'OIT, en collaboration avec l'Unesco, la *Food and Agriculture Organization* (FAO) de l'ONU et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) s'étend sur une

28. Dont Juan Comas fait un compte rendu dans *América indígena* en avril 1954 (vol. 14, n° 2).

29. The problem of indigenous workers should be seen not as a problem concerning a sector of the population which, for economic or historical reasons, has not yet been integrated into the social and economic life of the community as a whole. That is to say, that when the expression "indigenous worker" is used, the stress should be on the second word and not on the first.

30. Should be made familiar with anthropological and sociological techniques, to give them a better understanding of cultural influences.



décennie et concerne six pays, avec l'objectif explicite d'« intégrer » les populations indiennes [Rodríguez-Piñero, 2004, p. 66]. Il doit se faire directement en collaboration avec l'III [*América indígena*, 1949, p. 181]. Pourtant, au sein de la commission d'experts chargée de coordonner le projet qui se réunit à La Paz en janvier 1951 [ILO, 1953, p. 611], aucun membre ne représente l'III. Juan Comas a bien été sollicité pour en faire partie, mais la lettre d'invitation de l'OIT stipule qu'il est invité en tant que « conseiller en affaires indiennes latino-américaines » et non au titre de l'III³¹. Manuel Gamio s'est opposé à sa participation au nom de l'III en invoquant l'insuffisance de personnel au sein de l'III et des projets en cours avec l'Unesco et avec l'OEA, dont Juan Comas doit s'occuper³². Ce refus témoigne de la reconnaissance ambiguë de l'III, mais aussi de sa précarité. De fait, Juan Comas est à la recherche, depuis son arrivée au Mexique en 1940, d'un poste lui donnant une plus grande stabilité professionnelle et financière que celui de secrétaire général de l'III (quelques années plus tard, en 1955, il obtient un poste de professeur à l'Unam). Cette décision révèle également les divergences, au sein de l'III, entre ses deux principaux responsables, Manuel Gamio et Juan Comas. Le second regrette en effet, auprès de R. Rao, une décision « totalement non politique » et « préjudiciable » à la collaboration entre l'III et l'OIT et au respect des accords internationaux pris lors de la quatrième Conférence sur le travail de Montevideo et du deuxième Congrès indigéniste de Cuzco (1949)³³. Dans une lettre à David Efron qualifiée de confidentielle, Juan Comas renouvelle sa déception relative à l'échec de la collaboration entre l'III et l'OIT, qu'il attribue à Manuel Gamio et à une incompréhension croissante entre les deux hommes. Il insiste fortement sur l'importance, pour l'III, du travail en commun avec l'OIT, mais aussi avec l'Unesco, l'OEA et l'ONU³⁴.

Finalement, Juan Comas participe, ponctuellement, au Programme indien andin. En août 1958, il se rend sur le site de la Mission andine dans la région de Riobamba, en Équateur, puis dans la région de Puno Tambopata, au Pérou, à l'invitation des gouvernements équatorien et péruvien. Il en résulte des échanges avec les responsables du programme et avec les membres des gouvernements, et un rapport remis au Ministre de la protection sociale et du travail (*Ministro de Previsión Social y Trabajo*) équatorien, reproduit dans les pages d'*América indígena*

31. Lettres de R. Rao, sous-directeur général de l'OIT, à Manuel Gamio et à Juan Comas, 8 novembre 1950. *Archivo Alaior*, Fons Juan Comas Comps, Secció Correspondència, 2, 1939-1959.

32. Lettre de Manuel Gamio à R. Rao, sub-director general, OIT, 21 novembre 1950. *Archivo Alaior*, Fons Juan Comas Comps, Secció Correspondència, 2, 1939-1959.

33. Lettre de Juan Comas à R. Rao, sous-directeur général de l'OIT, 22 novembre 1950. *Archivo Alaior*, Fons Juan Comas Comps, Secció Correspondència, 4, 1948-1954.

34. Lettre de Juan Comas à David Efron, 22 novembre 1950. *Archivo Alaior*, Fons Juan Comas Comps, Secció Correspondència, 4, 1948-1954. Juan Comas continuera tout au long des années 1950 à diffuser des informations sur les activités de l'OIT dans les revues de l'III et à envoyer des avis et rapports à l'OIT. Il rappelle également à David Efron (et à Alfred Métraux, à l'Unesco) qu'il est intéressé par un emploi dans une organisation internationale.

[Comas, 1959]. Ce rapport donne un aperçu du regard de Juan Comas sur le Programme indien andin. Il rappelle tout d'abord la nécessité de mettre en place un « plan intégral » concernant les aspects culturels, éducatifs, sanitaires, familiaux, économiques, etc., dont l'objectif est l'accession des communautés indiennes à la « nationalité » équatorienne ou péruvienne. Cette logique intégrale passe par une coordination à l'échelle de chaque communauté, contrairement à la division du travail observée selon les domaines de compétence des membres de la mission (médecins, agronomes, etc.). Juan Comas regrette également que les experts et techniciens ne vivent pas dans les communautés mais dans les capitales régionales : ils ne parlent pas les langues indiennes et sont ainsi dans l'impossibilité de mener à bien un travail efficace. Il rappelle que le bilinguisme devrait être une priorité tant pour les populations indiennes que pour les coopérants. En outre, le choix des communautés n'est pas le plus judicieux : elles sont déjà fortement acculturées et ne présentent donc plus qu'un enjeu relatif pour les politiques mises en place. Par ailleurs, il s'interroge sur la pertinence de l'installation d'un atelier mécanique automobile et d'un atelier de menuiserie, dotés de machines modernes, dans des bâtiments construits *ad hoc*, dans une région (altiplano de Puno) où les déplacements motorisés et les ressources forestières sont minimes. Formées à la mécanique et à la menuiserie, les populations indiennes seront dans l'obligation de migrer à Lima pour obtenir un travail. Si ces migrations sont perçues comme un progrès vers la civilisation par Jef Rens, directeur de l'OIT [Rens, 1959, p. 18], Juan Comas s'inquiète au contraire de ses effets négatifs sur les communautés indiennes. Il précise enfin que la coopération internationale devrait être pensée comme provisoire et limitée : la Mission andine est une première étape, devant laisser place à un programme défini au niveau national. À l'inverse de la logique d'instauration de politiques définies à l'échelle internationale par des organisations supranationales, Juan Comas situe en priorité l'action de l'indigénisme au niveau national.

Juan Comas n'était donc pas entièrement convaincu de la pertinence du Programme indien andin et invitait même ses responsables à certains ajustements. On voit bien, au travers de ses propos, le malentendu qui s'instaure entre sa conception de l'indigénisme et les orientations suivies par l'OIT : émergence d'un nouveau statut d'« expert international » qui remplace l'anthropologue sur son terrain, ignorance des conditions socio-historiques locales au profit de projets pré-formatés, absence d'intérêt pour les spécificités culturelles, en particulier la langue, dans une logique exclusive de développement socio-économique.



Des missions culturelles au Crefal, des « indiens » aux « sous-développés »

Le *Bulletin international des sciences sociales* est une des revues créées par l'Unesco pour soutenir et diffuser la science. En 1952, un numéro du Bulletin est consacré à l'Amérique latine. On y trouve un article de Juan Comas intitulé « L'anthropologie culturelle et l'éducation de base en Amérique latine ». L'indigénisme y est considéré comme un modèle pour les programmes de l'éducation de base³⁵ de l'Unesco. Les programmes de l'III « représentent l'avant-garde théorique, la première esquisse de la grande idée de l'éducation de base, que l'Unesco a su de façon si heureuse préciser, divulguer et mettre en pratique » [Comas, 1952, p. 478]. Les missions culturelles mexicaines³⁶ sont citées comme un exemple à suivre. Juan Comas les associe explicitement à l'éducation des populations indiennes. Ces missions ont pour objectif l'« amélioration intégrale de la vie des indigènes américains » [Comas, 1952, p. 478], dont les caractéristiques culturelles et historiques sont soulignées à plusieurs reprises.

Les missions culturelles sont, aux yeux de Juan Comas, un modèle que l'Unesco devrait étudier, valoriser et reproduire. De fait, un programme lié aux missions culturelles a été appuyé par l'Unesco : le projet pilote de Nayarit, État situé sur la côte Pacifique, au centre ouest du Mexique. Celui-ci a été mis en place à partir de janvier 1949 ; il repose sur une collaboration directe entre le ministère de l'éducation nationale et le Département d'éducation de l'Unesco³⁷. L'III n'y participe pas. Cette absence est surprenante et révélatrice : les missions culturelles, telles que redéfinies par l'Unesco, ne relèvent plus, comme le laissait entendre Juan Comas, de l'indigénisme. Elles annoncent bien plutôt la logique d'action ouverte par le point IV de la déclaration de Truman de 1949 : le développement.

De fait, dans les nombreux textes de l'Unesco sur les missions culturelles, les populations indiennes sont oubliées. Les enjeux portent sur l'éducation

35. L'éducation de base est ainsi définie par l'Unesco : « On entend par "éducation de base" ce minimum d'éducation générale qui a pour but d'aider les enfants et les adultes privés des avantages d'une instruction scolaire à comprendre les problèmes du milieu où ils vivent, à se faire une juste idée de leurs droits et devoirs tant civiques qu'individuels, et à participer plus efficacement au progrès économique et social de la communauté dont ils font partie » [Unesco, 1952, p. 1].

36. Les missions culturelles naissent dans le contexte post-révolutionnaire mexicain avec la mise en place, en 1921, de la *Secretaría de Educación Pública* (SEP), dont la vocation est de rénover l'éducation, en modernisant ses enseignements et en l'ouvrant aux secteurs les plus marginaux. Même si certaines missions s'adressent aux populations indiennes, elles concernent plus généralement les « populations rurales », sans référence à une appartenance ethnique (de fait, José Vasconcelos, responsable de la SEP entre 1920 et 1924, n'est pas favorable à un statut spécifique pour les populations indiennes). Au-delà des débats sur les missions culturelles, ce qui m'intéresse ici est la divergence de présentation des missions culturelles entre l'III et l'Unesco, entre Juan Comas et Lloyd Hughes.

37. Unesco 375 (72) A 63 EPN.

fondamentale et le développement, sans aucune mention de différence culturelle ou de diversité ethnique. La question de l'altérité disparaît au profit d'une ambition éducative à vocation universelle. Dès son premier numéro, le *Bulletin trimestriel d'éducation de base* publie deux articles sur le sujet. Il s'agit d'apporter des techniques d'enseignement des langues nationales, de l'arithmétique, des sciences sociales, de la musique, de l'agriculture, de l'hygiène, etc. [Bonilla & Segura, 1949, p. 16]; de transformer le milieu physique et humain; de favoriser une élévation morale [Bonilla & Segura, 1949, p. 18-19]: et les missions culturelles ont pour vocation de faire disparaître l'ignorance et la pauvreté [Lamberto Moreno, 1949, p. 3]. Dans ces articles, la population cible est appréhendée en termes de cultivateurs, paysans, peuple; la catégorie « indien » n'apparaît jamais.

À l'été 1949, une étude de quatre mois, financée par l'Unesco, est confiée à Lloyd Hughes, expert des questions d'éducation à l'*Office of Interamerican Affairs*, en accord avec le *Secretaría de Educación Pública* du Mexique et la délégation permanente mexicaine à l'Unesco. Sous le titre « Les missions culturelles mexicaines », le résultat de cette étude fait l'objet d'un numéro spécial³⁸ des *Monographies sur l'éducation de base*, publiées par l'Unesco, en 1950. Comptant une centaine de pages, ce document est abondamment cité dans les archives de l'Unesco. Le ton est donné d'emblée: l'expérience des missions culturelles ayant « frappé l'imagination des éducateurs de nombreux pays » [Hughes, 1950, préface], il est nécessaire d'en rendre compte de façon plus précise. Or, si Lloyd Hughes fait bien le lien entre missions culturelles et populations indiennes dans les premières pages de son ouvrage [Hughes, 1950, p. 10, 11, 14], il rappelle également que cette première étape a été critiquée. Les missions ont donc été supprimées pour renaître en 1942, désormais en tant qu'activités extrascolaires sous autorité de la *Secretaría de Educación Pública*, avant d'être rattachées en 1947 à la *Dirección general de alfabetización y educación extrascolar*, dirigée par Guillermo Bonilla y Segura, lui-même contributeur du *Bulletin trimestriel d'éducation de base*, évoqué plus haut. L'objectif est alors d'atteindre le développement, terme qui revient désormais à plusieurs reprises [Hughes, 1950, p. 21, 31, 53]. La population est qualifiée par les expressions « communautés », « paysans », « habitants des villages », « villageois », la référence aux indiens étant secondaire et intervenant plutôt comme un élément de contexte: régions habitées par les indiens [Hughes, 1950, p. 30], invasion de familles indiennes [Hughes, 1950, p. 46].

Les populations indiennes sont davantage présentes à la fin du texte de Lloyd Hughes, qui semble se rapprocher des préoccupations de Manuel Gamio sur la reconnaissance et la transformation des valeurs culturelles. Néanmoins, le processus d'acculturation prend ici un sens négatif, voire accusatoire: les populations indiennes refusent les programmes proposés [Hughes, 1950, p. 72], elles ne

38. Le premier numéro porte sur les grands principes de l'éducation de base, le deuxième sur le programme mené par Alfred Métraux dans la vallée de Marbial, en Haïti.



participent pas [Hughes, 1950, p. 73]. À partir du même objet (les missions culturelles), il est intéressant de noter à quel point les propos de Lloyd Hughes, publiés par l'Unesco en 1950, divergent de ceux de Juan Comas également publiés par l'Unesco deux ans plus tard. Un exemple nous est donné par la langue : Juan Comas insiste fortement sur le bilinguisme, le recours à l'espagnol et aux langues indiennes ; Lloyd Hughes au contraire considère qu'il n'est plus nécessaire de parler les langues autochtones [Hughes, 1950, p. 74] et que l'apprentissage de l'espagnol devra être intensifié afin d'accélérer ce qu'il qualifie de processus d'« assimilation » des indiens [Hughes, 1950, p. 72]. Au même moment, le programme qui retient principalement l'attention de l'Unesco est celui du Crefal, dont les initiales signifient alors *Centro regional de educación fundamental para América Latina*, créé en mai 1951 et toujours en activité³⁹. Le Crefal a reçu un soutien considérable de la part du gouvernement mexicain (terrain, bâtiments, transport, matériel), de l'Unesco et de l'OEA ; sa naissance est le fruit d'un accord direct entre le directeur général de l'Unesco et le président du Mexique⁴⁰. Ses activités sont de deux ordres : formation de personnel enseignant et préparation de matériel pédagogique. Il devient le fer de lance de l'intervention de l'Unesco au Mexique et occupe une grande place dans les rapports annuels de l'État mexicain à l'Unesco. Or le Crefal se positionne comme le prolongement des missions culturelles, mais des missions culturelles définies dans leur version Unesco et non par l'indigénisme, c'est-à-dire dépourvues de préoccupation spécifique pour la question indienne. Cette continuité est symbolisée par Lloyd Hughes : après avoir été mandaté pour étudier les missions culturelles, il devient sous-directeur du Crefal.

Pourtant, le Crefal est basé à Patzcuaro. On l'a vu, ce village est associé au premier Congrès indigéniste interaméricain, en 1940, au cours duquel est créé l'III. En outre, la région a été le théâtre de nombreux projets éducatifs directement tournés vers les populations indiennes, en particulier le « Proyecto Carapan », mené par Moisés Sáenz en 1932-1933, lui-même pionnier de l'indigénisme mexicain et principal organisateur du premier Congrès indigéniste interaméricain de Patzcuaro, avant de décéder en octobre 1941. Néanmoins, il semble n'y avoir aucun lien entre le Crefal et l'indigénisme. Le 25 avril 1951⁴¹, Pedro Bosch Gimpera rappelle à Lionel Elvin, directeur du Département d'éducation de l'Unesco, l'existence de l'III et de son directeur, Manuel Gamio. Et conclut ainsi son message : « Je pense que le Centre de Patzcuaro serait intéressé d'avoir quelques contacts⁴² » avec l'III. Quatre ans plus tard, la collaboration ne semble pas plus effective lorsque Jean Guiton, directeur adjoint du Département

39. <http://www.crefal.edu.mx/crefal25/>

40. Rapport soumis au conseil exécutif de l'Unesco (28EX/4), daté du 22 octobre 1951. Voir <http://unesdoc.unesco.org/images/0016/001624/162402fb.pdf>

41. Lettre de Pedro Bosch Gimpera à Lionel Elvin, 25 avril 1951, Unesco, 572.9 A01 III.

42. I think that Patzcuaro Center would be interested in keeping some contact.

d'éducation de l'Unesco, recommande au Crefal de s'intéresser aux activités des pays membres de l'III⁴³. La même année (1955), Miguel Leon Portilla, alors secrétaire général de l'III à la suite de Juan Comas, tout en remerciant le Crefal pour les nombreuses publications envoyées à l'III, juge nécessaire de rappeler que l'III se consacre « presque exclusivement à la diffusion de sujets ayant trait à la population indigène du continent⁴⁴ », que le Crefal semble ignorer.

De fait, au sein du Crefal, l'accent est mis sur l'« éducation intégrale et fondamentale⁴⁵ » et les réflexions portent sur les formations techniques préalables des futurs étudiants et sur les liens avec les agences internationales. Les enjeux, pour le Crefal, sont en lien avec les agences internationales (ONU, FAO, OIT, OMS) : il s'agit d'obtenir que celles-ci aient davantage recours au personnel enseignant formé par le Crefal et au matériel pédagogique produit par celui-ci. La priorité est accordée au développement, comme en témoigne le changement de nom du Crefal en 1961 : de *Centro regional de educación fundamental para América Latina*, il devient *Centro regional de educación fundamental para el desarrollo de la comunidad en la América Latina*, tout en conservant ses initiales. Selon le site web du Crefal⁴⁶, les années 1960 voient une réorientation de l'action du Centre. Suite aux directives de l'ONU, « l'éducation de base devrait s'inscrire dans un contexte plus large de développement, face à la nécessité d'organiser des coopératives, de stimuler le crédit et d'autres activités sociales et économiques. C'est pourquoi l'éducation de base a été considérée comme le service éducatif accompagnant le développement de la communauté⁴⁷ ». Lloyd Hugues inscrit le Crefal dans le cadre des programmes d'assistance technique des Nations unies et de la nécessité de former les agents des « programmes de développement ruraux et communautaires⁴⁸ » [Hugues, 1963, p. 226]. Ce glissement des « indiens » vers les « sous-développés » en accompagne un autre, des « minoritaires » vers les « majoritaires » : le Crefal ne s'adresse pas aux populations sous-développées en tant que telles, mais forme, dans le cadre de l'assistance technique, des éducateurs capables de se déplacer dans toute l'Amérique latine dont les interlocuteurs privilégiés sont les agences internationales.

43. Lettre de Jean Guiton à Manuel Gamio, 4 février 1955, Unesco, 572.9 A01 III.

44. Miguel Leon Portilla, cité par Guillermo Francovich, directeur du centre régional Unesco à La Havane, dans sa lettre à M. de Silva, Département d'éducation, 14 décembre 1955, Unesco, 572.9 A01 III.

45. « Proceedings of the first meeting of the joint advisory committee of Unesco and the OAS », tenu à Patzcuaro le 21 mai 1955. WS/085.128, Paris, 12 septembre 1955. <http://unesdoc.unesco.org/images/0017/001797/179700eb.pdf>, p. 3.

46. http://www.crefal.edu.mx/crefal25/index.php?option=com_content&view=article&id=27&Itemid=182

47. La educación fundamental debería actuar en un contexto más amplio de desarrollo, frente a la necesidad de organizar cooperativas, estimular el crédito y otras actividades sociales y económicas, por tanto, la educación fundamental se consideró como el servicio educativo del movimiento de desarrollo de la comunidad.

48. Rural and community development programmes.



Finalement, lorsque, en 2013, la revue *Decisio*, éditée par le Crefal, publie un numéro spécial sur l'histoire du Crefal, les termes « indigéniste » et « indigénisme » ne sont évoqués que deux fois, en référence à une collaboration avec l'Institut indigéniste national, pour l'organisation d'un atelier [Decisio, 2013, p. 49] et pour affirmer que les activités du Crefal dans les années 1960 ont contribué à la modernisation de l'anthropologie mexicaine et à la consolidation de l'indigénisme [Decisio, 2013, p. 21]. Dans cette revue de 64 pages, l'origine et la trajectoire du Crefal n'entretiennent aucune filiation avec l'indigénisme. Mieux : par une inversion de l'histoire, le Crefal aurait au contraire contribué à la reconnaissance de l'indigénisme... En définitive, l'« indien », en tant que catégorie renvoyant à une différence, perçue en termes culturels, historiques, sociaux, disparaît du discours du Crefal, en même temps que la problématique de l'« intégration ».

Conclusion

Les relations entre l'III, l'Unesco et l'OIT mettent en lumière l'influence incontestable de l'III sur l'émergence d'une « question indienne » à l'échelle internationale et la mise en place de politiques spécifiques. Elles témoignent également d'une histoire ambiguë d'échanges, d'emprunts, de collaborations, mais aussi de décalages, d'incompréhensions et de réinterprétations. De fait, l'indigénisme de l'Unesco n'est pas celui de l'III, et le projet de la vallée de Mezquital a connu un cheminement tortueux au sein des bureaux de l'Unesco avant d'y être accepté. Le projet indigéniste initial, centré sur l'amélioration des conditions de vie des indiens otomi, devient un programme culturel correspondant davantage aux attributions d'une organisation dédiée à la culture. Par ailleurs, dans le cas du Programme indien andin, la postérité de l'indigénisme est là encore ambiguë : alors que ce programme semblait matérialiser l'aboutissement des échanges institutionnels, personnels, idéologiques entre l'III et l'OIT, il signifie bien plutôt la rupture entre indigénisme et organisations internationales. Dans la logique propre à l'OIT, le Programme indien andin s'intéresse prioritairement aux questions économiques et sociales, confirmant ainsi une division internationale des compétences entre Unesco et OIT, entre culture et travail. L'internationalisation de l'indigénisme, autant que l'invention d'un « indien universel », apparaît comme une redéfinition de la catégorie indien par les agences, qui en font l'objet de leurs programmes : indien culturel pour l'Unesco, indien travailleur (voire travailleur indien) pour l'OIT. Finalement, l'émergence du développement sur la scène internationale à partir de 1949 résout la « question indienne » posée par l'indigénisme mexicain : les politiques des agences internationales portent désormais sur le sous-développement, qui se situe lui-même à une échelle planétaire. Le projet phare porté par l'Unesco au Mexique dans les années 1950, le Crefal, a tourné le dos aux représentants de l'indigénisme mexicain et rompu toute filiation avec une

origine indigéniste, alors même qu'il s'est établi sur l'héritage de l'indigénisme (missions culturelles, Patzcuaro).

Jaime Torres Bodet incarne ces glissements, tout en les redoutant. Dans ses mémoires sur l'inauguration du Crefal, la formation des éducateurs bénéficie aux « communautés rurales », les populations indiennes apparaissant, elles, comme une touche folklorique. « Paracho, Janitzio, Jarácuaro, Tzintzuntzan, Cherán et Carapan avaient envoyé leurs meilleurs danseurs à Pátzcuaro. Beaucoup d'indiennes, vêtues de leurs habits traditionnels, ont dansé devant nous⁴⁹ » [Torres Bodet, 1971, p. 199]. Jaime Torres Bodet contribue ainsi à la désindianisation des politiques de l'Unesco, selon deux logiques : en ignorant la catégorie « indien » dans la description des populations cibles des activités de l'Unesco ; en réintroduisant les populations indiennes comme idiosyncrasie culturelle locale. Dans les deux cas, les « indiens » disparaissent soit en étant intégrés à d'autres catégories (sous-développés, communautés, autochtones, etc.), soit en étant ramenés à une altérité indépendante des enjeux de développement. Pourtant, Jaime Torres Bodet ne se retrouve pas complètement dans l'institution qu'il préside (il démissionne de l'Unesco avant la fin de son mandat). Il s'inquiète notamment du rôle de plus en plus important joué par les « experts », aux salaires mirobolants, aux privilèges excessifs, accomplissant leur mission « comme une simple aventure de promotion matérielle⁵⁰ », voyageant « comme s'ils étaient les colonisateurs d'un nouveau régime absolu : le régime de la technique⁵¹ » [Torres Bodet, 1971, p. 134-135]. De fait, Lloyd Hughes lui-même en vient à s'inquiéter de la déconnexion du Crefal de la réalité locale et souligne un problème de l'organisation du Crefal : « nos élèves et notre personnel travaillent et vivent dans le petit monde du Crefal⁵² » [Hughes, 1963, p. 232]. Entre « petite causerie, thé, tennis et verres levés⁵³ », se recrée une « autre communauté » qui a tendance à se replier sur elle-même.

La figure de l'« indien », porteur d'une altérité incarnée, laisse la place à celles du sous-développé, de l'indien culturel de l'Unesco et de l'indien travailleur de l'OIT. L'anthropologue, autre grande figure de l'indigénisme, se transforme en expert mondialisé dans le cadre des programmes d'assistance technique des agences internationales. Si l'III a bien contribué à l'institutionnalisation et à l'internationalisation d'une « question indienne » au tournant des années 1940-1950, cette reconnaissance de la différence a finalement été de courte durée. L'III a alimenté la réflexion internationale sur la naissance d'un droit indigène, mais s'est trouvé en décalage par rapport à une politique internationale qui a tendance soit à

49. Paracho, Janitzio, Jarácuaro, Tzintzuntzan, Cherán y Carapan habían enviado a Pátzcuaro a sus mejores danzantes. Muchas indígenas, ataviadas con sus vestidos tradicionales, bailaron frente a nosotros.

50. Como una simple aventura de promoción material.

51. Como si fueran los colonizadores de un nuevo régimen absoluto: el régimen de la técnica.

52. Our students and staff work and live in the small world of Crefal.

53. Small talk, tea, tennis and uplifted glasses.



naturaliser la différence, soit à l'évacuer. Dans le même temps, on constate un certain repli de l'indigénisme au niveau national, comme c'est le cas notamment au Mexique autour de l'Institut national indigéniste, créé en 1948 [de la Peña, 2005].

Il faudra attendre les années 1970 pour que la question de la discrimination soit à nouveau mobilisée au niveau international (étude sur la discrimination contre les populations indiennes initiée par la Commission des droits de l'homme de l'ONU en 1971, première décennie de lutte contre le racisme et la discrimination raciale en 1973), puis la fin des années 1980 (Convention 169 de l'OIT, en 1989) pour que droit et différence soient à nouveau pensés ensemble, désormais selon un principe de droit collectif et d'autodétermination. Aujourd'hui, d'autres agences internationales (Programme des Nations unies pour le développement, Banque mondiale) promeuvent la construction d'« indicateurs avec identité », qui encouragent la réintroduction, au niveau national (notamment au Mexique), de la question indienne dans le développement, dans une démarche qui n'est pas sans rappeler l'indigénisme. Avec une différence de taille néanmoins : cette nouvelle « indianité » est reconstruite à partir d'un cadre conceptuel défini dans les organisations internationales [Parizet, 2013]. Ou, comme le soulignent Irène Bellier et Veronica González-González [2015], « l'universalisation d'une catégorie "peuples autochtones" qui transcende les spécificités locales » s'appuie sur des symboles d'altérité produits dans le cadre des Nations unies.

BIBLIOGRAPHIE

- **ACTAS FINALES** de los tres primeros congresos indigenistas interamericanos, 1959, *Publicaciones del Comité organizador del IV Congreso indigenista interamericano*, Guatemala, Nueva Guatemala de la Asunción, mai.
- **AMÉRICA INDÍGENA**, 1949, vol. 9, n° 3, juillet.
- **BELLIER Irène & GONZÁLEZ-GONZÁLEZ Veronica**, 2015, « Peuples autochtones. La fabrique onusienne d'une identité symbolique », *Mots. Les langages du politique*, n° 108 [en ligne] <http://journals.openedition.org/mots/22050>.
- **BOLETÍN INDIGENISTA**, 1942, « Éditorial », vol. 2, n° 4, décembre.
- **BOLETÍN INDIGENISTA**, 1947, vol. 7, n° 4, décembre.
- **BONILLA SEGURA Guillermo**, 1949, « Les missions culturelles au Mexique », *Bulletin trimestriel d'éducation de base*, vol. 1, n° 1, janvier, p. 15-23.
- **BRADING David**, 1988, "Manuel Gamio and official indigenismo in Mexico", *Bulletin of Latin American Research*, vol. 7, n° 11, p. 75-89.
- **CHOR MAIO Marcos**, 2007, « Un programme contre le racisme au lendemain de la Seconde Guerre mondiale », dans *60 ans d'histoire de l'Unesco. Actes du colloque international*, Paris, 16 au 18 novembre 2005, Paris, Unesco, p. 187-196.
- **COMAS Juan**, 1952, « L'anthropologie culturelle et l'éducation de base en Amérique latine », *Bulletin international des sciences sociales. Documents relatifs à l'Amérique latine*, vol. 4, n° 3, p. 476-486.
- **COMAS Juan**, 1953, *Ensayos sobre indigenismo*, Mexico, Instituto Indigenista Interamericano.
- **COMAS Juan**, 1959, "La Misión andina y la aculturación indígena", *América indígena*, vol. 19, n° 3, p. 169-178.

- **DECISIO**, 2013, "El Crefal: ideario, trayectoria y perspectivas", n° 36.
- **DELPEUCH Thierry**, 2009, «Comprendre la circulation internationale des solutions d'action publique : panorama des *policy transfer studies*», *Critique internationale*, n° 43, p. 153-165.
- **FAVRE Henri**, 1996, *L'Indigénisme*, Paris, PUF, coll. «Que sais-je?».
- **GIL-RIANO Sebastián**, 2014, "Historicizing anti-racism: Unesco's campaigns against race prejudice in the 1950s", PhD Thesis, Institute for the History and Philosophy of Science and Technology, Université de Toronto.
- **GIRAUDO Laura & LEWIS Stephen E. (dir.)**, 2012, "Rethinking indigenismo on the american continent", *Latin American Perspectives*, vol. 39, n° 5.
- **GIRAUDO Laura & MARTÍN-SÁNCHEZ Juan (dir.)**, 2011, *La Ambivalente Historia del indigenismo: campo interamericano y trayectorias nacionales, 1940-1970*, Lima, Instituto de Estudios Peruanos.
- **HUGHES Lloyd H.**, 1950, «Les missions culturelles mexicaines», Paris, Unesco, *Monographies sur l'éducation de base*, n° 3.
- **HUGHES Lloyd H.**, 1963, "Crefal: training centre for community development for Latin America", *International Review of Education*, vol. 9, n° 2, p. 226-235.
- **ILO, INTERNATIONAL LABOUR OFFICE**, 1953, "Indigenous peoples. Living and working conditions of aboriginal populations in independent countries", *Studies and Reports*, New Series, n° 35.
- **LAMBERTO MORENO J.**, 1949, «Les missions culturelles au Mexique», *Bulletin trimestriel d'éducation de base*, vol. 1, n° 4, octobre, p. 3-8.
- **PARIZET Raphaëlle**, 2013, «Mesurer le développement pour gouverner les peuples autochtones», *Revue Tiers Monde*, n° 213, p. 143-160.
- **PEÑA Guillermo de la**, 2005, "Towards indigenous peoples: perspectives from Latin America", *The Annual Review of Anthropology*, n° 34, p. 717-739.
- **RENS Jef**, 1959, "Latin America and the International Labour Organization: forty years of collaboration. 1919-1959", *International Labour Review*, n° 80.
- **RIST Gilbert**, 1996, *Le Développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- **RODRÍGUEZ-PIÑERO Luis**, 2004, "La OIT y los pueblos indígenas en derecho internacional. Del colonialismo al multiculturalismo", *Trace*, n° 46, p. 59-81.
- **RODRÍGUEZ-PIÑERO Luis**, 2005, *Indigenous Peoples, Postcolonialism, and International Law. The ILO Regime (1919-1989)*, New York, Oxford University Press.
- **SHEPARD Todd**, 2011, "Algeria, France, Mexico, Unesco: a transnational history of antiracism and decolonization, 1932-1962", *Journal of Global History*, n° 6, p. 273-297.
- **TORRES BODET Jaime**, 1971, *El Desierto internacional. Memorias*, t. II, Mexico, Porrúa.
- **UNESCO**, 1952, *Définition de l'éducation de base*, Paris, Unesco/ED/94 [en ligne] <http://unesdoc.unesco.org/images/0012/001260/126040FB.pdf>
- **VERDEAUX François**, 2006, «Y a-t-il un autochtone dans l'avion? Des ethnies locales à l'autochtonie globale en passant par la gestion durable de la diversité», *Autrepart*, n° 38, p. 15-37.

RÉSUMÉ

UN INDIGÉNISME SANS INDIENS ? L'INSTITUT INDIGÉNISTE INTERAMÉRICAIN AU PRISME DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Au tournant des années 1940-1950, l'indigénisme latino-américain a joué un rôle central dans la réflexion des agences internationales sur l'élaboration de politiques différentielistes



destinées aux populations indiennes. Luis Rodríguez-Piñero et Todd Shepard mettent alors en avant l'influence du Mexique sur l'OIT et l'Unesco, en particulier autour de la notion d'« intégration ». Sans remettre en cause une telle continuité, cet article insiste également sur les décalages, réinterprétations, incompréhensions entre l'Institut indigéniste interaméricain (III), l'OIT et l'Unesco. En s'appropriant les propositions de l'Institut, les agences internationales transforment les deux figures centrales de l'indigénisme (l'« indien » et l'« anthropologue ») en acteurs globalisés et relocalisables dans d'autres contextes (le « sous-développé » et l'« expert »). La question de la relation entre droits et différences, entre développement et discrimination, au cœur de l'indigénisme, demeure alors irrésolue.

RESUMEN

¿UN INDIGENISMO SIN INDÍGENAS? EL INSTITUTO ÍNDIGENISTA INTERAMERICANO Y LAS ORGANIZACIONES INTERNACIONALES

A comienzos de las décadas de cuarenta y cincuenta, el indigenismo latinoamericano desempeñó un papel central en el pensamiento de las agencias internacionales sobre la elaboración de políticas diferenciales destinadas a las poblaciones indígenas. Luis Rodríguez-Piñero y Todd Shepard han destacado la influencia de México en la OIT y la Unesco, en particular en torno al concepto de "integración". Sin cuestionar tal continuidad, este artículo también insiste en las discrepancias, reinterpretaciones, malentendidos entre el Instituto Indigenista Interamericano, la OIT y la Unesco. Al apropiarse de las propuestas del Instituto Indigenista Interamericano, las agencias internacionales transforman las dos figuras centrales del indigenismo (el "indígena" y el "antropólogo") en actores globalizados y reubicables en otros contextos (el "subdesarrollado" y el "experto"). La cuestión de la relación entre derechos y diferencias, entre desarrollo y discriminación, en el corazón del indigenismo, sigue sin resolverse.

ABSTRACT

AN INDIGENISM WITHOUT INDIGENOUS PEOPLE? THE INTER-AMERICAN INDIAN INSTITUTE AND INTERNATIONAL ORGANIZATIONS

In the 1940s and 1950s, Latin American indigenism played a central role in the thinking of international agencies to elaborate policies for indigenous populations. Luis Rodríguez-Piñero y Todd Shepard have highlighted the influence of Mexico on ILO and UNESCO, particularly around the concept of "integration". Without questioning such continuity, this article also insists on the discrepancies, reinterpretations, and misunderstandings between the Inter-American Indian Institute, ILO and UNESCO. By appropriating the proposals of the Inter-American Indian Institute, international agencies transform the two central figures of indigenism (the "indigenous" and the "anthropologist") into globalized actors, relocatable in other contexts (the "underdeveloped" and the "expert"). The question of the relationship between rights and difference, between development and discrimination, at the heart of indigenism, remains unresolved.

Texte reçu le 24 mai 2019; accepté le 25 octobre 2019

MOTS-CLÉS

- indigénisme
- politiques de la différence
- développement
- circulation
- organisations internationales
- Mexique

PALABRAS CLAVE

- indigenismo
- políticas de la diferencia
- desarrollo
- circulación
- organizaciones internacionales
- México

KEYWORDS

- indigenism
- politics of difference
- development
- circulation
- international organizations
- Mexico